

LA CES, CE GÉANT SYNDICAL PEUT-IL COORDONNER LES MOUVEMENTS?

Vers qui se tourner quand votre propre gouvernement vous saigne pour abreuver les banques? Les syndicats nationaux (re) gagnent peu à peu la confiance des populations européennes pour porter leur contestation de l'austérité. Mais le besoin se fait aujourd'hui sentir d'une réponse coordonnée au niveau européen. C'est le rôle que la Confédération européenne des syndicats (CES), devenue plus revendicative, tente aujourd'hui d'assumer. Analyse.

Le 15 décembre, les syndicats de l'Union européenne participeront de nouveau à une « journée d'action européenne »: grève générale en Grèce, manifestations en Espagne, interpellation des décideurs politiques et économiques par des « initiatives unitaires » en France... À Bruxelles, la Confédération européenne des syndicats (CES) ceinturera le Berlaymont, le siège de la Commission européenne. Tout un symbole! Car les Européens doivent aujourd'hui faire face à « une politique orchestrée par Bruxelles, entre la BCE, le FMI et les grands États européens », comme l'explique Jean-Marie Pernot (1).

Cette « politique » d'austérité s'étend en Europe. Coupes dans les dépenses publiques, baisses des salaires, recul de l'âge de la retraite en sont les principales lignes. Après les Pays baltes ou la Roumanie, par exemple, c'est au tour de la zone euro de subir les at-

La CES exige des ministres des Finances européens que 60 % des dettes des États nationaux soient transférés à la Banque centrale européenne.

taques des marchés et l'austérité comme réponse économique: Grèce, Irlande, Portugal... Même la France et l'Allemagne s'y sont mises (voir pages 24). Pourtant, ces orientations politiques sont partout contestées par les populations.

« L'opinion publique a conscience que les institutions de protection sociale, établies après-guerre, sont remises en question », analyse Jean-Marie Pernot. Les logiques mêmes du système commencent à être contestées. En effet, les manifestations témoignent de « la perception d'injustices communes. Le système bancaire, cause de la crise, a été renfloué, ce qui a créé des déficits publics importants, mais ce sont les citoyens qui paient la note », remarque le chercheur. Autant



Depuis 2009, la CES tente de dépasser son cadre institutionnel de « partenaire du dialogue social » en Europe pour s'opposer avec les peuples à l'austérité.

d'éléments qui poussent les citoyens à descendre dans les rues. Y compris à l'Est, où les manifestations mobilisent comme jamais depuis la chute du mur. « Un sentiment d'injustice sociale y perdure », selon Michèle Descolonges,

sociologue au CRESPPA (2). Sentiment lié à des « discours politiques qui avaient donné l'impression que la situation sociale s'améliorerait avec l'entrée dans l'UE, mais, sur place, les entreprises de l'Ouest et multinationales ont maintenu de bas salaires et la crise économique a renforcé les mesures sévères prises par les gouvernements. Toutes ces dimensions génèrent les mobilisations d'autant que certains syndicats, en étroite relation avec la CES, développent un discours crédible montrant les enjeux dans leur globalité, dépassant les frontières du pays ».

L'enjeu européen s'affirme donc: raison de la colère, il trouve une traduction concrète dans les modes d'action. « La direction de la CES a un

discours plus revendicatif, plus protestataire dans la dénonciation des politiques menées en Europe », analyse Jean-Marie Pernot. Les journées d'actions européennes n'ont jamais été aussi fréquentes depuis la création de l'institution syndicale en 1973. John Monks, le secrétaire général de la CES, a envoyé des messa-

ges de soutien lors des manifestations nationales contre l'austérité, voire s'est rendu sur place comme à Athènes, en mai. « Les syndicats nationaux, affiliés à la CES, vont-ils parvenir à mettre en œuvre des stratégies concertées, communes, qui soient dans le prolongement des luttes nationales? » s'interroge Jean-Marie Pernot. Qui précise aussitôt: « Avec la crise, certains ont pris conscience que l'échelon européen était indispensable comme lieu de pression. » La CES, « géant entravé », selon le chercheur, se met-elle à rugir? Les dirigeants européens, en tout cas, semblent fermer les yeux sur les mobilisations. Refusant de voir à quel point, fondamentalement, leurs décisions sont contestées, à toutes les échelles désormais. ★

FABIEEN PERRIER

fperrier@humadimanche.fr

(1) Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales, Jean-Marie Pernot a publié « Syndicats: lendemains de crise? ». Éditions Folio-Le Monde.
(2) Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris.

LA PAROLE À...



JOZEF NIEMIEC

SECRÉTAIRE CONFÉDÉRAL DE LA CES

La journée du 15 décembre s'inscrit dans la ligne de nos actions depuis le début de la crise. Partout en Europe sont mises en place des mesures d'austérité. Le cas de l'Irlande, qui applique l'austérité depuis deux ans, montre à quel point cette voie est erronée. Nous nous saisissons du Conseil européen, les 16 et 17 décembre, pour rappeler aux dirigeants notre opposition à ces choix et nos propositions. Ainsi, nous voulons que 60 % de la dette nationale d'un État puisse être transférée à la BCE, ce qui revient à la soustraire à l'emprise des spéculateurs. La CES, partenaire dans le dialogue social européen, continue donc d'agir au niveau institutionnel. Mais ce 15 décembre montre qu'elle s'empare des voies syndicales plus traditionnelles, comme la manifestation, même s'il est difficile d'organiser une grève européenne, car chaque pays a son calendrier national et des traditions différentes.

PROPOS RECUEILLIS PAR F. P.